



**Comité de pilotage**  
**24 septembre 2014, 14h-17h**

**Ville de Lorient**  
**2 bd Général Leclerc, Lorient**  
**Salle Wirral**

**Compte-rendu**

**Présents :** Pierre BARBIER (CESER Bretagne), Anna CALVEZ (CG29), Sylvie COURATIN (Région Bretagne), Anne-Marie JOUBERT (CASI Bretagne), Mariame LABIDI (Ville de Rennes), Marcel LAUNAY (Bretagne-CENS), Pierre-Yves LE CHAT (Région Bretagne), Erwan LETHUILLER (CG22), Gaëlle LEVEILLE-NIZEROLLE (CASI Bretagne), Alain NOIRET (Ville de Lorient), Julie NUYTS (Ville de Brest), Yannick PONT (Région Bretagne), Anne ROUAULT (CG35), Morgane SABATIER (CRISLA/Ritimo Bretagne), Forough SALAMI (Région Bretagne), Sonia SCOLAN (CASI Bretagne)

*Déroulement général de la réunion : cf. diaporama n°1.*

**Introduction de Jean-Paul SOLARO, Adjoint au Maire de Lorient, délégué à la coopération internationale**

J.-P. SOLARO indique que la solidarité internationale constitue une politique importante pour la ville de Lorient et présente brièvement les actions de la collectivité dans ce domaine : soutien aux actions de solidarité internationale des acteurs lorientais<sup>1</sup>, actions propres de coopérations décentralisées avec Cochin (Inde) et Cayar (sénégal)<sup>2</sup>, soutien aux actions d'ouverture au monde<sup>3</sup>. Dans ce cadre, ABCIS représente un grand intérêt comme porte d'ouverture vers les autres collectivités locales et les expériences et activités des autres acteurs.

**1. Retour sur l'Université d'Été de la Solidarité Internationale (UESI) 2014**

**1.1. Visionnage d'une vidéo réalisée pendant l'Université d'Été** présentant quelques exemples de modules et d'ateliers. Disponible sur la page d'accueil du site de l'UESI : <http://www.universite-si.org/>

**1.2. Bilan quantitatif et qualitatif (présentation par la CASI Bretagne)**

*Cf. diaporama n°2.*

Parmi les points à noter :

- Diapo 3 : forte participation des militants du Morbihan, ce qui vient contredire l'idée selon laquelle le monde de la solidarité internationale morbihannais serait moins actif
- Diapos 4 & 7 : forte présence d'intervenants étrangers d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, très peu de participants étrangers d'Asie (sans doute lié au coût). L'intervention des partenaires étrangers apporte une véritable richesse, permet de connaître le point de vue du Sud et d'éviter l'entre-soi Nord-Nord
- Diapo 4 : les 21-35 ans représentent presque 50 % des participants (également très présents au niveau des bénévoles), ce qui vient également contredire les idées habituelles sur le manque d'implication des jeunes
- Diapo 5 : 60 % de personnes venues pour la 1ère fois
- Diapo 8 : 9 services de collectivités territoriales bretonnes impliqués dans la préparation de l'UESI et/ou impliqués dans l'organisation de modules/ateliers

**1.3. Retour sur les modules et ateliers animés par des membres d'ABCIS**

Rq : il n'y aura pas d'actes au sens habituel du terme. Le site de l'UESI met à disposition les synthèses et documents annexes fournis par les organisateurs de modules/ateliers : <http://www.universite-si.org/spip.php?rubrique85>

*Module 6 - Acteurs collectifs des territoires : quelles cohérences pour promouvoir des transitions solidaires ? (CASI Bretagne)*

1 <http://www.lorient.fr/decouvrir-lorient/territoires/rerelations-internationales/solidarite-internationale/>

2 <http://www.lorient.fr/decouvrir-lorient/territoires/rerelations-internationales/cooperation-decentralisee/>

3 <http://www.lorient.fr/decouvrir-lorient/territoires/rerelations-internationales/ouverture-au-monde/>

Traditionnellement, les collectifs régionaux membres associés du CRID (dont la CASI Bretagne) organisent un événement collectif dans le cadre des UESI. En 2014, ils ont choisi de porter un module sur le thème : Acteurs collectifs des territoires : Quelles cohérences pour promouvoir des transitions solidaires ?

Ce module avait pour but d'interroger la pertinence des alliances entre des acteurs de la solidarité internationale organisés collectivement et d'autres types d'acteurs et de voir, à partir d'exemples concrets, en quoi la dimension internationale entre nécessairement en synergie avec les autres champs sociétaux. Les difficultés à concrétiser ces alliances ont également été abordées.

Ce module, en partie déconcentré à l'écopôle de Guichen, a permis de mettre en évidence des acteurs et des dynamiques bretonnes : Culture Bio avec Frédéric Vanpoule, la CRES Bretagne avec Bernard Mérand, le Réseau cohérence et son baromètre du développement durable avec Julian Pondaven, le Conseil Rennais de la Diversité et de l'Égalité des Droits (CRDED) avec Sarah Ansari, le COSIM Bretagne avec Ghania Boucekkine, le collectif Pêche et Développement avec Alain Le Sann.

#### *Module 9 – Accès à l'eau et à l'assainissement pour tous (BMO, CG35)*

Ce module a connu un nombre peu élevé de participants. Néanmoins, le maire de Saponé (Burkina Faso), partenaire de coopération de la Ville de Brest, a été très satisfait de pouvoir s'exprimer, d'expliquer les difficultés rencontrées sur son territoire et d'échanger avec les participants sur les possibilités à développer.

*Atelier 1 - Monde économique et monde de la coopération/solidarité internationale : quelles convergences (ABCIS) - Cf. diaporama n°1, diapositive n°4.*

L'atelier a été globalement apprécié avec une note moyenne de 2,9/4. Les points positifs : le format, la méthode d'animation, le dynamisme, la diversité des intervenants et notamment la rencontre avec un PDG de PME, la prestation de la Puzzle Compagnie. Les points négatifs : le manque de temps notamment pour la 1ère partie d'échanges en sous-groupe

À l'issue de l'atelier, il apparaît que ce type de rencontre entre deux univers peu habitués à se fréquenter est très riche et gagnerait à être renouvelé. Un travail est à mener en particulier sur la compréhension réciproque, certaines notions ayant des significations et des connotations très différentes d'un univers à l'autre (celle de « profit » par ex., ou celle d'« entreprise » qui renvoie aux multinationales dans les représentations des militants de la SI, alors que 99,8 % des entreprises en France sont des PME). Cependant, au-delà du flot apparent d'antagonismes, il existe déjà des formes de convergence, de coopération. L'atelier a notamment présenté l'importance de la responsabilité sociale des entreprises

La diversité des acteurs et la pluralité des relations montrent tout l'enjeu pour le secteur associatif de mieux connaître le monde de l'entreprise et de poursuivre le dialogue avec celui-ci. La question de la stratégie à suivre pour la suite se pose : faire venir les entreprises dans nos instances (se révèle difficile) ou réussir à faire de « l'entrisme » dans leurs instances (lesquelles, comment?) ?

Il est évoqué la possibilité de donner une suite à l'atelier dans le cadre des 5èmes Assises régionales de la Solidarité Internationales prévues pour 2015 → cf. point 5 infra.

#### *Atelier 5 – L'outil numérique, une opportunité de co-développement Nord/Sud (CASI Bretagne, Ville de Brest)*

L'atelier avait pour but de montrer des possibilités concrètes de travail en réseau avec des partenaires du Sud via des outils numériques. Il était prévu de mener cet atelier en connexion avec le Forum des usages numériques de Brest et des contacts africains du réseau Innovation for people. Cependant, des problèmes techniques ont empêché de mener l'atelier à bien. In fine, la connexion avec les pays du Sud étant difficile, cela montre qu'il est nécessaire de réfléchir à d'autres modes de coopération, même si le numérique conserve un potentiel intéressant.

#### *Atelier 6 - Consommation équitable et responsable : comment FAIRE avec les collectivités (CG22, BCENS)*

L'objectif de l'atelier était de valoriser la démarche « Territoire de Commerce Équitable » (TCE) et de travailler sur les freins et les leviers pour développer cette démarche qui rassemble collectivités locales et acteurs du commerce équitable. L'atelier a rassemblé 30 participants, principalement des militants.

L'atelier a été co-organisé en partenariat avec Bretagne Commerce Équitable Nord-Sud (BCENS) ce qui a permis d'aboutir à des résultats tangibles, par exemple la valorisation des travaux au niveau de la Plateforme du Commerce Équitable (PFCE) en octobre. Une limite à l'exercice a consisté à « prêcher des convaincus ».

Les organisateurs rejoignent donc l'idée émise à l'issue de l'atelier n°1 d'aller vers les autres plutôt que de les faire venir dans nos instances. Deux entrées peuvent être envisagées : solidarité avec le sud vs développement de l'économie sociale et solidaire localement.

## 2. Point d'avancement des Groupes de travail ABCIS

**2.1. GT1 Atelier ABCIS à l'UESI** (animation Région Bretagne) : cf. point précédent

**2.2. GT2 Jeunesse** (animation CG22)

La dernière réunion a eu lieu le 3/09 et a donné lieu à un échange avec France Volontaires (FV) pour définir le projet de stage (durée : 5 mois) visant à identifier les dispositifs de mobilité internationale jeunesse en région. Décision a été prise de faire appel aux services d'expertise de FV pour définir la feuille de route du stage, FV ayant déjà fait 12 études en région sur les volontariats au sens large (VSI, chantiers, etc.), ce qui permettra de faire des comparaisons.

L'étude sera un point de départ, non une fin en soi. Par la suite, sera mis en œuvre un rapprochement avec le comité régional chargé de la mise en œuvre du Plan Priorité Jeunesse qui doit se mettre en place prochainement. Pour le moment, il est décidé de mettre entre parenthèse l'étude plus qualitative sur les freins à la mobilité internationale pour les jeunes en milieu rural (attendre de voir ce que donnera le 1<sup>er</sup> stage).

A noter que le GT a rencontré quelques difficultés de fonctionnement du fait de l'arrivée régulière de nouveaux membres, ce qui amène à rediscuter certaines décisions prises antérieurement.

**2.3. GT3 EADSI** (animation Ritimo en Bretagne)

La dernière réunion a lieu le 10 juin à Saint-Brieuc. Une nouvelle réunion devait avoir lieu en septembre mais a été annulée faute de participants.

L'objectif de mettre au point un kit de base « l'EADSI pour les nuls » est maintenu pour fin 2014. Il s'agit de construire les éléments permettant de parler le même langage à propos d'EADSI, de poser les principes des démarches éducatives afférentes (ITECO + charte EDUCASOL), de préciser la manière de s'adresser à nos interlocuteurs pour leur permettre de comprendre ce qu'est l'EADSI.

La compilation de fiches d'expérience est en cours. Il reste à voir auprès de quels publics les soumettre : ASI, collectivités, structures d'enseignement.

A noter la difficulté de créer une bonne dynamique pour ce groupe dont la composition est instable. Un autre point faible réside dans le manque de temps pour les Ritimo pour en assurer l'animation.

Se pose toujours la question de la faisabilité d'un stage de diagnostic du paysage de l'EADSI en Bretagne. Actuellement, aucun membre du groupe n'est en mesure d'accueillir un stagiaire. La Région avait indiqué lors du précédent Copil ABCIS qu'elle intégrait ce besoin dans le cadre du déménagement à venir de sa Direction des Affaires Européennes et Internationales dans de nouveaux locaux. Ce déménagement restant pour le moment en attente, sans échéance connue, il convient de garder à l'esprit d'autres options (accueil au CG22 ou au RESIA par ex. ?). Il est par ailleurs rappelé que le groupe peut anticiper la définition du cahier des charges, de manière à être prêt dès la question de l'accueil du stagiaire résolue.

- **GT4 Eau** (co-animation CG35/Ville de Brest)

L'association pS-Eau avait sollicité le groupe pour un partenariat. Les échanges ont permis d'aboutir à un programme d'action financé par la Région (subvention de 10 000 €) : animation de rencontres, d'une part avec des collectivités (information/sensibilisation 1% eau), d'autres part avec les ASI (rencontres collectives pour aide au montage de projets, sur le mode collectif).

A noter également qu'un atelier pS-Eau est en cours de préparation pour le prochain Carrefour des Gestions Locales de l'Eau (CGLE) qui se tiendra à Rennes les 28-29 janvier 2015.

Des formations sur le sujet ont également lieu prochainement à la MIR et au RESIA (pS-Eau intervient). Ces formations, programmées depuis longtemps, sont indépendantes des démarches du groupe de travail. Elles mettent en évidence la nécessité d'une mise en cohérence des diverses initiatives sur le thème de l'eau. pS-Eau pourrait être le nœud central de circulation de l'information sur ce qui se passe en région, notamment auprès du groupe de travail. La CASI est prête à s'engager également pour communiquer les informations dont elle dispose sur les événements sur ce thème.

Un échange s'engage sur la question du niveau de formation des multiples associations qui se lancent dans des projets, de forage notamment qui aboutissent à des puits qui dans la moitié des cas ne sont pas utilisés, faute de suivi. Il arrive que les collectivités et les syndicats de gestion soutiennent ces projets sans qu'il y ait une réflexion et une expertise véritable, notamment sur la cohérence avec les plans de développement eau/assainissement. La complexité des projets « eau » montre la nécessité du lien à faire entre la dimension solidarité internationale et la

dimension de l'expertise technique. La rencontre entre ASI et syndicats sera d'autant plus profitable que les syndicats de gestion hésitent à se lancer dans des projets estimant ne pas être compétentes sur la dimension solidarité internationale.

L'offre de formations doit donc être construite en prenant en compte les différents types d'acteurs existants, ne pas traiter uniquement la mobilisation du 1 % eau, mais aussi la construction de projets dans une approche systémique associant ASI, syndicats de gestion et collectivités. Ces dernières en particulier constituent une cible importante car dans le cas de collectivités gestionnaires de l'eau, elles disposent à la fois de la connaissance sur le 1 % eau et des ressources expertes pour juger de la validité des projets.

A noter qu'il pourrait y avoir lieu de créer un 5ème groupe de travail prochainement avec la nouvelle loi « 1 % déchet ».

### **3. Présentation par la Région Bretagne du projet de rapport « L'action internationale de la Région – Rapport d'étape »**

La Région Bretagne va présenter en session du Conseil régional du 23-25 octobre un rapport d'étape sur sa politique internationale. Forough SALAMI, Vice-présidente en charge de l'international à la Région, souhaitait le présenter en amont aux membres d'ABCIS.

Traditionnellement, au sein des collectivités locales, la politique internationale est présentée au moment des Orientations Budgétaires et du vote du Budget Primitif. La réponse des élus est souvent un mélange d'empathie (vote à l'unanimité) et d'indifférence (pas de débat). Pour la Région Bretagne, le choix a été fait de présenter un rapport spécifique qui donnera lieu à un débat. Le Conseil général d'Ille et Vilaine a déjà mis en œuvre cette démarche en présentant un rapport ce printemps.

L'objectif est de montrer ce que fait la Région et ce qu'elle souhaite pour l'avenir. Le rapport est structuré par priorités politiques/thématiques suivies de préconisation (cf. diaporama n°3). Les différentes dimensions prendront tout leur sens dès lors que l'international deviendra une politique transversale, i.e. que la dimension internationale sera appropriée par chaque politique sectorielle. Cette appropriation existe déjà dans le domaine économique par exemple, à travers les structures de développement économique liées à la Région comme Bretagne Développement Innovation (BDI) et Bretagne Commerce International (BCI).

Le rapport n'ayant pas encore été soumis aux élus régionaux, il ne peut être rendu public. Un échange plus approfondi pourra avoir lieu lors du prochain Copil ABCIS, une fois le rapport adopté.

### **4. Projet de charte commune de la solidarité internationale des collectivités**

Les principales collectivités bretonnes disposant d'une politique de solidarité internationale (Région, CG22, CG29, CG35, Villes de Brest, Lorient, Rennes, Saint-Brieuc) mènent pour la première fois un travail de concertation afin de simplifier et harmoniser leurs dispositifs. Ce travail de longue haleine nécessite de concilier les cultures, habitudes et procédures de chacun.

3 chantiers sont en cours :

- mise en place d'une charte commune de la solidarité internationale : échéance a été fixée à mi-octobre pour une première version du document. Une étape d'échange avec les acteurs des territoires et au sein d'ABCIS est prévue pour fin 2014-début 2015
- simplification et harmonisation des formulaires de demande de subventions. A terme l'objectif est d'arriver à un formulaire unique
- harmonisation et complémentarité des critères d'éligibilité des projets

La question de la participation du CG56 est soulevée. Il y a quelques mois la solidarité internationale a été rattaché directement au Cabinet du président. Celui-ci est systématiquement invité à participer aux réunions des collectivités ainsi qu'au Copil ABCIS, mais n'a pas donné suite pour le moment.

### **5. Assises régionales de la solidarité internationale 2015**

Les dernières Assises régionales ont eu lieu en 2011. Après l'intermède de l'UESI en 2014, il est proposé de relancer les 5èmes Assises en 2015. Étant donné le caractère récurrent de l'événement, les contraintes de communication imposées par la tenue des élections régionales en 2015 ne sont pas bloquantes.

- Format : consensus sur un format d'une journée avec différents temps (plénière, ateliers)
- Date : proposition est faite d'organiser les Assises pendant la Quinzaine du commerce équitable. Le point positif est que cela permettrait de mobiliser les acteurs du commerce équitable et de leur proposer un

événement différent, le point négatif étant que sur cette période les acteurs sont déjà très mobilisés. D'autres dates possibles en mai (mais beaucoup de jours fériés), voire début juin peuvent être recherchées. Veiller aux risques de conflit avec d'autres événements type Fête de la Bretagne.

- **Thème(s) :** la proposition de donner une suite au thème de l'atelier ABCIS à l'UESI sur les relations entre monde économique et monde de la SI est retenue, en approfondissant la question du décloisonnement.
- **Public :** Traditionnellement, la participation se fait sur invitation auprès des structures concernées par le thème de la SI (2 à 300 personnes, 2 maximum par associations). En 2011 a été évoquée la possibilité d'élargir au grand public. Cela ne semble pas judicieux pour cette 5ème édition où l'enjeu serait surtout de mobiliser les acteurs économiques (entreprises, SCOP, syndicats, etc.).
- **Lieu :** consensus pour organiser les Assises dans le Morbihan, de préférence à Lorient (plus central)
- **Pilotage :** mise en place d'un groupe de travail ad hoc. Appel aux membres d'ABCIS pour s'impliquer dans la démarche. Le GT rendra compte au Copil ABCIS pour les arbitrages.

## **6. Informations et questions diverses**

**Prochaine réunion : mercredi 3 décembre à Rennes, 14h-17h.**